ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 mars 1988, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif au statut des sous-officiers de réserve", a donné le 23 mars 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 maart 1988 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende het statuut van de reserveonderofficieren", heeft op 23 maart 1988 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Les alinéas 2, 3, 4 et 5 visent des dispositions qui ne constituent pas le fondement de l'arrêté en projet et dont la mention n'est pas nécessaire à la compréhension de celui-ci. Ces alinéas doivent donc être omis.

Par contre, l'article 18 du projet modifie l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et aux rengagements volontaires en temps de paix. Cet arrêté doit, dès lors, être visé au préambule, après l'alinéa 1er, de la manière suivante :

.../...

"Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et aux rengagements volontaires en temps de paix, notamment l'article 3, § 3, inséré par l'arrêté royal du 19 décembre 1978;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

De l'accord de l'officier délégué du Ministre, il y a lieu d'écrire, au début de la disposition en projet :

"§ 2. Pour les candidats sous-officiers de réserve ...".

Article 2.

L'article doit être rédigé comme suit :

"Dans l'article 3, 1°, du même arrêté, les mots "en application de l'article 2, A, 3°, ou de l'article 3, B, des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923" sont insérés entre les mots "mis à la pension" et les mots "à condition".

Article 3.

De l'accord de l'officier délégué, le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, alinéa 1er, les mots "en application de l'article 1er" sont supprimés;

2° le § 2, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne peut commissionner au plus tôt le premier du cinquième mois de service au grade de sergent ou à un grade équivalent, le candidat sous-officier de réserve à condition qu'il :

1° puisse encore servir au moins un mois avant sa mise en congé illimité, lorsqu'il n'a introduit sa demande d'admission à la formation de sous-officier de réserve qu'au cours de son terme de service actif en application de l'article 2, § 1er, 2°;

2° possède l'aptitude physique et professionnelle indispensable à l'état de sous-officier, cette aptitude étant appréciée par l'autorité habilitée par l'article 6 de la loi du 18 février 1987 à commissionner au grade de sergent, sur avis des supérieurs hiérarchiques".

.../...

Article 4.

Dans sa rédaction actuelle, l'article 5, § 1er, 3°, de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 porte que le candidat sous-officier de réserve perd cette qualité si, en fin de cycle de formation, il n'est plus jugé apte à remplir la fonction de sous-officier de réserve.

L'article 1er, § 1er, 3°, du même arrêté, dispose que pour être nommé au grade de sergent de réserve, il faut être jugé apte à exercer les fonctions de sous-officier et que cette aptitude est appréciée par le chef d'état-major sur avis des chefs hiérarchiques, notamment à l'issue du stage probatoire.

L'issue du stage probatoire correspond à la fin du cycle de formation.

Prévoir que des autorités différentes jugent l'aptitude d'un candidat sous-officier en fin de cycle de formation pourrait déboucher sur des contradictions.

Un seul jugement doit être porté. Les conséquences qui en découlent varieront selon que ce jugement est positif (une des conditions pour être nommé sergent de réserve est remplie) ou négatif (perte de la qualité de candidat sous-officier de réserve).

Le texte suivant est proposé pour l'article 5, § 1er, 3°, en projet :

"3° en fin de cycle de formation, n'est plus jugé apte à remplir la fonction de sous-officier de réserve par le chef d'état-major général sur avis des chefs hiérarchiques".

Article 5.

1. Dans la disposition en projet, le Roi fixe des règles d'ancienneté (article 10bis, § 1er, alinéa 1er, 2°, § 2, alinéa 1er, 2°, et § 3, alinéa 1er, 2°) et les conditions dans lesquelles un sous-officier de réserve est considéré comme ayant renoncé à l'avancement (article 10bis, § 1er, alinéa 2, § 2, alinéa 2, et § 3, alinéa 2), sans y être habilité par une disposition législative.

Les dispositions en projet précitées doivent être revues en conséquence.

2. De l'accord de l'officier délégué, il est proposé de rédiger l'article 10bis, § 2, alinéa 1er, 1°, en projet, comme suit :

"1° réussir des épreuves professionnelles d'une durée minimale de douze jours et qui peuvent être accomplies en une ou plusieurs fois;".

Article 6.

Au début de l'article 10ter, alinéa 1er, en projet, il y a lieu d'écrire :

"Les prestations visées à l'article 10bis, § 1er, alinéa 1er, 1°, et § 3, alinéa 1er, 1° ...".

.../...

En outre, de l'accord de l'officier délégué, mieux vaudrait écrire, à la fin de ladite disposition : "dans l'unité au sein de laquelle le candidat est affecté en cas de mobilisation" au lieu de "auprès d'une unité ayant trait à l'affectation de mobilisation du candidat".

A l'alinéa 2, il est proposé de remplacer les mots "... en ce qui concerne celui qui n'a pas une affectation de guerre auprès une des unités susmentionnées" par les mots "... lorsqu'il n'a pas reçu une affectation auprès d'une des unités susmentionnées en cas de mobilisation".

Article 7.

Au début de l'article 10quater en projet, il y a lieu d'écrire : "Les épreuves professionnelles visées à l'article 10bis, § 2, alinéa 1er, 1°, ...".

Par ailleurs, il importe de préciser s'il y a un seul examen ou plusieurs examens et si celui-ci ou ceux-ci portent également sur les matières enseignées par correspondance.

Article 9.

Il est proposé de remplacer les mots "par le commandant de division ou de grande unité équivalente" par les mots "par le commandant de la division ou de la grande unité équivalente, à laquelle appartient le sous-officier de réserve en cause".

.../...

Article 14.

1. Dans l'article 14, 2°, le mot "et" devrait être remplacé par le mot "ou". Les articles 2, A, 3°, et 3, B, des lois coordonnées sur les pensions militaires envisagent, en effet, des hypothèses différentes.

2. A l'article 14, 3°, il y a lieu d'écrire : "3° les anciens sous-officiers de réserve issus des miliciens dont les obligations militaires sont expirées ...".

3. L'article 14, 3°, tend à compléter l'article 56, § 2, de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 notamment par un 4° dont l'objet n'est pas de déterminer une catégorie de personnes susceptibles d'être admises dans le cadre des sous-officiers de réserve, mais de prolonger, dans certains cas, l'autorisation de servir dans le cadre de réserve. Cette disposition devrait faire l'objet d'un paragraphe distinct.

La disposition vise une "association reconnue de sous-officiers de réserve". Le fait d'exercer un emploi dans cette association étant de nature, en vertu du projet, à modifier l'âge de la sortie du cadre de réserve du sous-officier, il importe de préciser de quelle association il s'agit. En l'absence de cette précision, le Conseil d'Etat n'a pas été en mesure de se prononcer sur le fondement juridique de cette disposition.

.../...

Article 15.

Dans l'article 56bis en projet, il est proposé d'insérer les mots "à partir de cette date" entre les mots "d'un délai de trois ans" et les mots "pour satisfaire aux prestations ...".

Article 17.

Il y a lieu d'omettre les mots "du présent arrêté".

Article 18.

Il convient d'écrire : "Dans l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et aux rengagements volontaires en temps de paix, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1978, les mots ...".

Article 19.

L'usage recommande d'écrire :

"Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1988,à l'exception des articles 11 à 15 qui produisent leurs effets le 18 décembre 1987".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Het tweede, het derde, het vierde en het vijfde lid halen bepalingen aan die niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen en die met het oog op de verstaanbaarheid ervan niet behoeven te worden vermeld. Die leden moeten dan ook vervallen.

Daarentegen wijzigt artikel 18 van het ontwerp artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd. Derhalve dient in de aanhef na het eerste lid op de volgende wijze naar dit besluit te worden verwezen :

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd, inzonderheid op artikel 3, § 3, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 december 1978;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Aan het begin van de ontworpen bepaling schrijve men :

"§ 2. Voor de kandidaat-reserveonderofficieren ...". De door de Minister gemachtigde officier is het daarmee eens.

Artikel 2.

Het artikel behoort als volgt te worden geredigeerd :

"In artikel 3, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden "met toepassing van artikel 2, A, 3°, of van artikel 3, B, van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd op 11 augustus 1923" ingevoegd tussen de woorden "of die" en "op pensioen gesteld worden".

Artikel 3.

De volgende tekst wordt voorgesteld; de gemachtigde officier is het daarmee eens.

"Artikel 3.-

In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "in toepassing van artikel 1" geschrapt;

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. De Minister van Landsverdediging of de militaire overheid die hij aanwijst, kan de kandidaat-reserveonderofficier op zijn vroegst op de eerste van de vijfde dienstmaand in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad aanstellen op voorwaarde dat hij :

1° nog ten minste één maand werkelijke dienst kan volbrengen voordat hij met onbepaald verlof wordt gezonden, wanneer hij, met toepassing van artikel 2, § 1, 2°, zijn aanvraag om de opleiding van reserve-onderofficier te mogen volgen, slechts in de loop van zijn dienstplichttermijn heeft ingediend;

2° de voor de staat van onderofficier onontbeerlijke lichamelijke en professionele geschiktheid bezit, die beoordeeld wordt door de overheid die krachtens artikel 6 van de wet van 18 februari 1987 bevoegd is om in de graad van sergeant aan te stellen, na advies van de hiërarchische meerderen".

.../...

Artikel 4.

Zoals artikel 5, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 10 december 1987 thans geredigeerd is, bepaalt het dat de kandidaat-reserveonderofficier die hoedanigheid verliest als hij op het einde van de opleidingscyclus niet meer geschikt bevonden wordt om de functie van reserveonderofficier uit te oefenen.

Artikel 1, § 1, 3°, van hetzelfde besluit bepaalt dat om in de graad van reservesergeant te worden benoemd, men geschikt bevonden moet worden om de functies van onderofficier uit te oefenen en dat die geschiktheid door de chef van de generale staf beoordeeld wordt na advies van de hiërarchische meerderen, bepaaldelijk op het einde van de proefstage.

Het einde van de proefstage komt met het einde van de opleidingscyclus overeen.

Door te bepalen dat verschillende autoriteiten de geschiktheid van een kandidaat-onderofficier aan het einde van zijn opleidingscyclus beoordelen, zouden tegenstrijdigheden kunnen ontstaan.

Een enkele beoordeling moet worden gegeven. De eraan vastzittende consequenties zullen verschillen al naargelang die beoordeling gunstig is (een van de voorwaarden om tot reservesergeant benoemd te worden, is vervuld) of ongunstig (verlies van de hoedanigheid van kandidaat-reserveonderofficier).

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 5, § 1, 3°.

"3° op het einde van de opleidingscyclus door de chef van de generale staf na advies van de hiërarchische meerderen niet meer geschikt bevonden wordt om de functie van reserveonderofficier uit te oefenen".

Artikel 5.

1. In de ontworpen bepaling stelt de Koning anciënniteitsregels vast (artikel 10bis, § 1, eerste lid, 2°, § 2, eerste lid, 2°, en § 3, eerste lid, 2°) en bepaalt hij onder welke voorwaarden een reserveonderofficier geacht wordt te hebben afgezien van bevordering (artikel 10bis, § 1, tweede lid, § 2, tweede lid, en § 3, tweede lid), zonder dat hij daartoe door een wetsbepaling is gemachtigd.

De voormelde ontwerp-bepalingen moeten bijgevolg worden herzien.

2. Voorgesteld wordt het ontworpen artikel 10bis, § 2, eerste lid, 1°, als volgt te redigeren :

"1° slagen voor beroepsexamens die ten minste twaalf dagen in beslag nemen en die in een of meer keren kunnen worden afgelegd;". De gemachtigde officier is het daarmee eens.

.../...

Artikel 6.

Aan het begin van het ontworpen artikel 10ter, eerste lid, dient te worden geschreven :

"De prestaties bedoeld in artikel 10bis, § 1, eerste lid, 1°, en § 3, eerste lid, 1° ...".

Bovendien zou het beter zijn aan het slot van de voormelde bepaling "in de eenheid waarbij de kandidaat wordt ingedeeld in geval van mobilisatie" te schrijven in plaats van "in een eenheid die verband houdt met de mobilisatieaffectatie van de kandidaat". De gemachtigde officier is het daarmee eens.

Voorgesteld wordt in het tweede lid de woorden "... voor degene die geen oorlogsaffectatie heeft bij de bovenvermelde eenheden" te vervangen door "... wanneer hij niet bij een van de voormelde eenheden is ingedeeld in geval van mobilisatie".

Artikel 7.

Aan het begin van het ontworpen artikel 10quater schrijve men : "De beroepsexamens bedoeld in artikel 10bis, § 2, eerste lid, 1° ...".

Anderzijds is het nodig te verduidelijken of het om één of meer examens gaat en of dat examen dan wel die examens betrekking hebben op de vakken van het schriftelijk onderwijs.

.../...

Artikel 9.

Voorgesteld wordt de woorden "door de commandant van de divisie of gelijkwaardige grote eenheid" te vervangen door de woorden "door de commandant van de divisie of van de gelijkwaardige grote eenheid waartoe de betrokken reserveonderofficier behoort".

Artikel 14.

1. In artikel 14, 2°, zou het woord "en" moeten worden vervangen door het woord "of". De artikelen 2, A, 3°, en 3, B, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen hebben immers betrekking op verschillende gevallen.

2. In de Franse tekst van artikel 14, 3°, schrijve men : "3° les anciens sous-officiers de réserve issus des miliciens dont les obligations militaires sont expirées ...".

3. Artikel 14, 3°, strekt ertoe artikel 56, § 2, van het koninklijk besluit van 10 december 1987 aan te vullen met onder meer een 4°, dat niet tot doel heeft een categorie van personen te bepalen die kunnen worden opgenomen in het kader van de reserveonderofficieren, maar wel de machtiging om in het reservekader te dienen, in sommige gevallen te verlengen. Die bepaling zou een afzonderlijke paragraaf moeten vormen.

.../...

De bepaling heeft het over "een erkende vereniging van reserveonderofficieren". Daar het uitoefenen van een ambt in die vereniging ingevolge het ontwerp een wijziging kan meebrengen van de leeftijd waarop de onderofficier uit het reservekader treedt, is het nodig te preciseren om welke vereniging het gaat. Nu die precisering ontbreekt is het de Raad van State niet mogelijk zich uit te spreken over de rechtsgrond van die bepaling.

Artikel 15.

Voorgesteld wordt in het ontworpen artikel 56bis de woorden ", te rekenen van die datum," in te voegen tussen de woorden "over een termijn van drie jaren" en de woorden "om te voldoen aan de prestaties ...".

Artikel 17.

De woorden "van dit besluit" dienen te vervallen.

Artikel 18.

Men schrijve : "In artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1978, worden tussen de woorden ...".

.../...

Artikel 19.

Zoals gebruikelijk is schrijve men :

"Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1988, met uitzondering van de artikelen 11 tot 15 die uitwerking hebben met ingang van 18 december 1987".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. P. BOUVIER, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. P. BOUVIER, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.